



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION



Notes de lecture

CHAUMET Jean-Marc, POUCH Thierry

- **La Chine au risque de la dépendance alimentaire**

LE MOUËL Chantal, SCHMITT Bertrand

- **La dépendance alimentaire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l'horizon 2050**

THOR Hanson

- **Le triomphe des graines**

GACON Stéphane, GRILLOT Thomas

- **Manger autrement**

AXELOS Monique, VAN DER WOORDE Marcel

- **Nanotechnology in Agriculture and Food Science**

NORBERG JOHAN

- **Non, ce n'était pas mieux avant. 10 bonnes raisons d'avoir confiance en l'avenir**

KYMLICKA WILL, DONALDSON SUE

- **Zoopolis. Une théorie politique des droits des animaux**

NESE n° 43, Mars 2018, pp. 105-112

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et Études Socio-Économiques est une revue du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directrice de la publication :

Béatrice Sédillot, MAA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Héroult, MAA-SG-SSP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Secrétaire de rédaction :

Florent Bidaud, MAA-SG-SSP-CEP, Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

Florent Bidaud, MAA-SG-SSP-CEP, Centre d'études et de prospective

Didier Cébron, MAA-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Vanina Forget, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du BEAE

Julien Hardelin, MAA-SG-SSP-CEP, Chef du BPSIE

Bruno Héroult, MAA-SG-SSP, Chef du Centre d'études et de prospective

Pascale Pollet, MAA-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Béatrice Sédillot, MAA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Composition : SSP

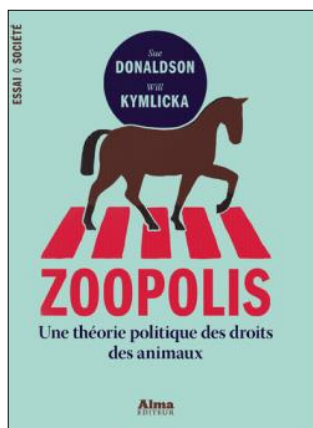
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture

Dépôt légal : à parution

ISSN : 2259-4841

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



DONALDSON Sue, KYMLICKA Will
Zoopolis. Une théorie politique des droits des animaux
Alma Éditeur, 2016 (édition originale 2011), 408 pages

L'histoire des idées étant foisonnante, on la réduit souvent à quelques auteurs ou concepts qui servent de points de repères. En matière d'évolution du rapport Homme-Animal, on a ainsi pris l'habitude de dire que trois grands ouvrages dominaient le champ théorique : La libération animale de Peter Singer (1975, trad. fr. 1993), Les droits des animaux de Tom Regan (1983, trad. fr. 2013) et Zoopolis, maintenant accessible en langue française, et déjà considéré comme un « classique ». Ne pouvant en résumer l'argumentation dans l'espace imparti à ce billet, on se contentera d'en retracer le positionnement et la thèse principale.

Les auteurs rappellent que le mouvement de défense des animaux a d'abord adopté, au XIX^e siècle, une approche welfariste : interdiction des maltraitances, limites à l'exploitation. Elle fut suivie par une approche écologique, insérant les animaux dans une réflexion sur la santé des écosystèmes : mesures de protection, de conservation et de restauration, défense de la biodiversité, réflexion sur les espèces menacées. S'imposa ensuite une approche juridique, avec des droits inviolables accordés à des êtres sentients, capables d'éprouver souffrance, peur et plaisir, dotés d'une subjectivité et d'une agentivité. Kymlicka et Donaldson adoptent ce troisième cadre théorique, mais déplorent qu'il n'ait pas amélioré la condition animale de façon significative.

Ils estiment donc qu'il faut le compléter et le dépasser en ayant une approche résolument politique. Politiser la question des droits animaux, c'est d'abord fonder ces derniers sur une véritable théorie de la justice, dans le prolongement de celle de Rawls. C'est ensuite faire en sorte que les animaux disposent de droits négatifs (ne plus être possédés, tués, enfermés, séparés, torturés), mais également de droits positifs (respecter leur habitat, tenir compte de leurs besoins, leur porter secours). Troisièmement, les animaux domestiques doivent bénéficier de protections universelles et être considérés comme nos concitoyens, les animaux sauvages méritent de conserver toute leur liberté et leur souveraineté sur leurs territoires, et les animaux liminaires, qui s'installent à proximité des maisons et jardins pour trouver abris et nourriture (souris, écureuils, renards, etc.), se verraient accorder des droits délimités et le statut de résidents, calqués sur le statut des minorités sociales. Une fois ces trois conditions réunies, la zoopolitique pourrait s'épanouir, association respectueuse d'hommes et d'animaux partageant le même monde, ayant des devoirs relationnels réciproques et mutuellement enrichissants.

Bruno Héroult
Chef du Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



CHAUMET Jean-Marc, POUCH Thierry
La Chine au risque de la dépendance alimentaire
Presses universitaires de Rennes, 2017, 212 pages

Faute de bien le connaître, l'Empire du Milieu subjugue ou fait peur, surtout à propos de la question alimentaire, qui charrie des réflexes ethnocentriques et malthusiens. C'est dire l'intérêt de ce livre très documenté, aux démonstrations précises, qui offre une analyse approfondie de la dépendance alimentaire chinoise, depuis ses origines antiques jusqu'à ses manifestations les plus actuelles. Croisant approches historique et économique, les auteurs mobilisent également de nombreuses connaissances agronomiques, politologiques et géostratégiques.

La Chine n'a pas attendu d'avoir 1,4 milliard d'habitants pour craindre les famines et faire de sa sécurité alimentaire une priorité stratégique. Depuis de nombreux siècles, les penseurs et gouvernants placent l'agriculture et l'approvisionnement des populations au cœur de la gestion des royaumes. La capacité de production agricole et la circulation des grains y ont toujours été vues comme des conditions de la richesse collective, de l'ordre social et de la stabilité politique.

Bien que l'autosuffisance soit une préoccupation profonde et lointaine, les choix faits après 1949 ont en réalité contribué à accroître la dépendance alimentaire. Oscillant entre planification autoritaire et autonomie locale, la primauté a été donnée à l'industrie lourde. Le secteur agricole, sous-équipé et idéologiquement suspect, devait seulement libérer de la main-d'œuvre et offrir aux ouvriers et aux urbains des produits à bas prix. Après l'échec du « Grand bon en avant », prônant de « compter sur ses propres forces », à l'origine d'une profonde disette et de 30 à 50 millions de morts, les autorités se tournèrent dans les années 1960 vers des importations massives, puis, à partir des années

1980, vers une intégration croissante dans le commerce agroalimentaire mondial.

Aujourd'hui, la politique agricole chinoise, les contraintes agronomiques et géophysiques, l'instabilité des productions animales et végétales, ne permettent pas de répondre aux évolutions qualitatives et quantitatives de la demande intérieure, provoquées par l'urbanisation, l'élévation des niveaux de vie et l'affirmation d'une vaste couche moyenne consommatrice, éduquée, exigeante, privilégiant la sécurité sanitaire. Bien qu'il soit devenu une des premières puissances agricoles mondiales, le pays est durablement installé dans la dépendance alimentaire.

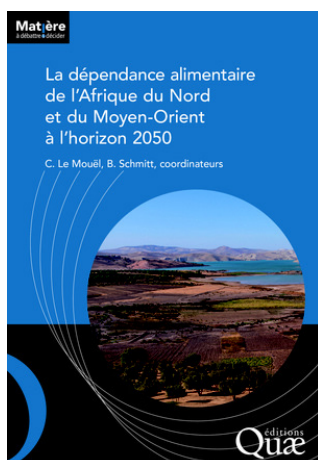
Reste à savoir comment l'État, qui continue à jouer un rôle fondamental, pourra desserrer cette contrainte. Pour l'instant, sa réponse consiste à combiner plusieurs priorités : préservation des surfaces agricoles, innovation technologique, protection de l'environnement, maintien des agriculteurs en améliorant leur revenu, importations modérées, investissements fonciers à l'étranger, achats d'entreprises, etc. Demain, ces actions ne seront peut-être pas suffisantes et, dans la mesure où la Chine est une composante fondamentale du processus de mondialisation, sa volonté de sécuriser ses approvisionnements pourrait déboucher sur des rivalités, voire des conflits, autour de la maîtrise des ressources agroalimentaires de la planète.

Bruno Héroult

Chef du Centre d'études et de prospective
MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



LE MOUËL Chantal, SCHMITT Bertrand (coordinateurs)
La dépendance alimentaire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l'horizon 2050
Paris, Quæ, 2017, 143 pages

Ce livre d'une grande clarté, et qui comporte une masse d'informations, expose les résultats d'un exercice de prospective conduit par l'Inra en 2015, à la demande de l'association Pluriagri. Les simulations présentées s'appuient sur le modèle GlobAgri, mis au point par l'Inra et le Cirad à l'occasion du chantier Agrimonde-Terra. GlobAgri est un outil quantitatif qui mobilise les données FAOStat et projette des équilibres entre ressources agricoles (productions et importations) et des utilisations alimentaires (alimentation humaine et animale, pertes, stocks). La région étudiée, véritable «miroir grossissant des défis alimentaires mondiaux», comprend 22 pays. Rigoureux dans son argumentation, très pédagogique dans ses démonstrations, le texte s'organise en trois chapitres qui déclinent les questions basiques de toute bonne prospective.

Que savons-nous ? Comme il se doit, le premier travail a consisté en une analyse rétrospective, sur longue période (1961-2012), des grandes tendances relatives aux systèmes agricoles et alimentaires de la région. Elle montre que la dépendance aux importations a fortement augmenté, du fait de la croissance démographique, de l'amélioration quantitative de la diète, de son évolution qualitative, alors que dans le même temps les rendements restaient faibles, les capacités d'irrigation limitées et les sols dégradés. Le maintien de la productivité du travail agricole à un faible niveau est également souligné.

Que peut-il advenir ? Deux scénarios tendanciels de référence ont ensuite été construits, le premier en prolongeant le passé sans renforcement des effets du changement climatique, le deuxième (plus

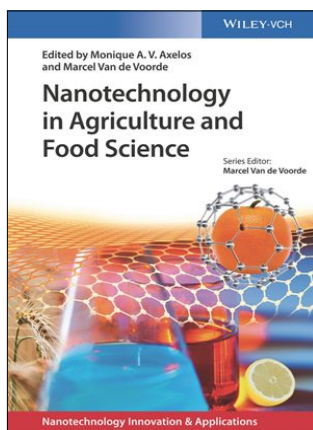
crédible) avec renforcement de ces effets. Dans le premier cas, en 2050, le système agricole et alimentaire de la région ne parvient à subvenir aux besoins, dans la limite de ses surfaces cultivables, qu'en augmentant encore les importations. Dans le second cas, la région est encore plus dépendante de l'extérieur, le Maghreb étant le plus touché (jusqu'à 70% de produits importés), alors que la Turquie renforcerait sa position d'exportateur net.

Que faire ? La prospective étant une anticipation au service de l'action, le dernier chapitre teste la façon dont les conjectures ci-dessus pourraient être infléchies par l'évolution des modes de vie ou de nouvelles orientations politiques. Plusieurs hypothèses sont testées : retour à la diète méditerranéenne et dés-occidentalisation du régime alimentaire, essor des progrès agronomiques et zootechniques, extension des surfaces irriguées, limitation des pertes et gaspillages. Aucune de ces pistes d'évolution, prise séparément, ne permet de réduire la dépendance aux importations et seule leur combinaison, nécessitant des politiques très volontaristes et très coûteuses, pourrait avoir de premiers effets significatifs.

« Qui accroît sa science accroît sa douleur », disait Descartes, et en nous racontant l'histoire du temps qui vient, cette prospective ne rend pas optimiste...

Bruno Héralut
Chef du Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



AXELOS Monique, VAN DER WOORDE Marcel (coordinateurs)
Nanotechnology in Agriculture and Food Science
Wiley, 2017, 416 pages

Ce recueil de dix-neuf articles scientifiques signés de chercheurs internationaux de différentes disciplines présente une vue d'ensemble des usages des nanotechnologies dans le domaine alimentaire. Il est coordonné par Monique Axelos, directrice scientifique alimentation et bio économie de l'Inra, et par Marcel Van der Voorde, professeur à l'université de Delft aux Pays-Bas.

En agriculture, les nanotechnologies trouvent des applications en matière de contrôle des pathogènes des plantes (essentiellement bactéries, champignons, insectes ou virus). Ainsi, contre les bactéries, ces techniques peuvent contribuer à pallier l'interdiction communautaire d'usage des antibiotiques en pathologie végétale. Par exemple, l'oxyde de titane sous forme nano a une action contre certaines infections du concombre. Des travaux ont également été réalisés pour synthétiser des nanopellicules à base de couches de hyaluronane et de chitosane, dotées d'un effet potentiel contre le phytopathogène *Xylella fastidiosa*, qui affecte notamment les oliviers. Des nanoparticules d'argent ou d'oxyde d'aluminium pourraient également avoir des effets sur le charançon du riz ou le virus responsable de la maladie de la grasseur du ver à soie. Autre exemple dans le domaine des intrants chimiques : l'encapsulation du principe actif afin de cibler l'usage et d'assurer une libération étalée dans le temps. C'est le cas de l'ivermectine contre les insectes.

Dans le domaine de l'agroalimentaire, différents systèmes peuvent contribuer à la salubrité des produits, dont des capteurs utilisés au cours du process afin de détecter des substances indésirables dans l'aliment (allergènes, contaminants), ou des emballages alimentaires qui, par effet barrière sur les gaz, inhibent la formation des bactéries, ou qui, par effet antioxydant, évitent le rancissement des corps gras ou le brunissement des fruits. Ces applications des nanotechnologies pourraient contribuer à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ouvrage aborde également la question des nanoparticules présentes dans l'aliment proprement dit. Il revient sur les éléments présents à l'état naturel sous forme nanométrique, comme les protéines et lipides. Ainsi, les gouttelettes de lipides, présentes notamment dans le jaune d'œuf, sont formées d'un noyau triacylglycérols, et d'une enveloppe constituée de molécules de phospholipides et de protéines, aux grandes propriétés nutritives. Les enjeux liés aux ajouts de nanomatériaux manufacturés sont présents tout au long du recueil : nanomatériaux organiques encapsulant des micronutriments fragiles pour améliorer les qualités nutritionnelles ou organoleptiques, et aussi particules d'additifs alimentaires inorganiques pouvant se retrouver inopinément sous forme nanométrique, comme par exemple le dioxyde de titane TiO₂ (additif E171).

Les auteurs pointent les dangers potentiels des nanotechnologies, en lien essentiellement avec les nanomatériaux inorganiques, et font référence à des études toxicologiques sur les interactions possibles avec l'homme, via le tractus gastro-intestinal, et avec l'environnement, les rejets dans le milieu extérieur pouvant conduire à une accumulation dans les plantes ou dans le sol. Ils soulignent l'importance de l'analyse de ces risques, liée à la capacité des laboratoires à détecter et caractériser en routine les nanomatériaux dans les aliments complexes. Enfin, ils mentionnent les réticences possibles des consommateurs face à des produits dont le rapport bénéfice/risque est complexe à établir.

Sur le plan politique, les auteurs soulèvent la question de la gouvernance, qui doit selon eux faire l'objet d'une approche coordonnée, et tenir compte des codes volontaires des industriels et de la participation du public. En 2009, la Commission européenne présentait les « nanos » comme l'une des six technologies de pointe essentielles à l'horizon 2020, de nombreux pays misant sur un effet positif sur la production agricole, le développement durable et le gaspillage alimentaire. Si certains dispositifs sont déjà effectifs, d'autres sont encore à l'étape

de la recherche. Afin d'encourager les études sur ces nouvelles technologies sensibles, certains réseaux permettent une collaboration entre centres de recherche et entreprises. C'est notamment le cas d'une plate-forme belge, Sensors for Food. Par ailleurs, s'agissant des méthodes d'évaluation économique et des prévisions de marché pour ces nouvelles technologies, les auteurs soulignent qu'un des éléments clefs est l'acceptation par les consommateurs.

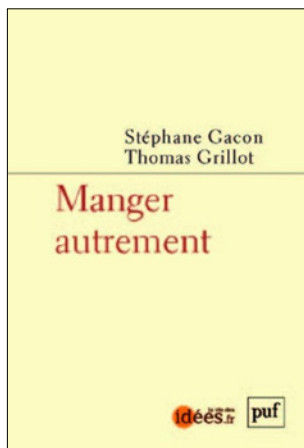
Très technique, riche de nombreuses illustrations, ce livre publié en langue anglaise est destiné à un lectorat professionnel : ingénieurs agronomes, chimistes de l'alimentation, toxicologues, écotoxicologues, administrations, industriels. Il constitue une source importante d'informations pour les acteurs de la sphère publique qui auraient à orienter l'action publique en la matière.

Madeleine Lesage

Centre d'études et de prospective
MAA

madeleine.lesage@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



GACON Stéphane, GRILLOT Thomas (coordinateurs)
Manger autrement
La vie des idées - PUF, 2017, 97 pages

Cet ouvrage réunit plusieurs articles déjà publiés sur le site www.laviedesidees.fr, dont celui de la géographe américaine Julie Guthman, consacré aux alimentations alternatives. S'y ajoutent deux intéressants textes inédits.

L'un est consacré à l'histoire et à l'organisation du courant *Slow Food*. V. Siniscalchi y décrit la transformation progressive de la « philosophie » du mouvement, la multiplication de ses champs d'intervention et les tensions internes qui en ont résulté. L'ouverture aux thématiques environnementales et écologiques a suscité des divergences stratégiques et engendré des difficultés d'articulation entre pilotage international et priorités nationales. Elle montre aussi, qu'avec le temps, le plaisir pris à se réunir pour défendre une cause est devenu souvent plus important que cette cause elle-même...

Le deuxième article décrit les nouvelles représentations et mobilisations autour du « manger autrement ». S. Gacon retrace la montée des préoccupations éthiques et écologiques associées à l'alimentation, leur mise sur l'agenda

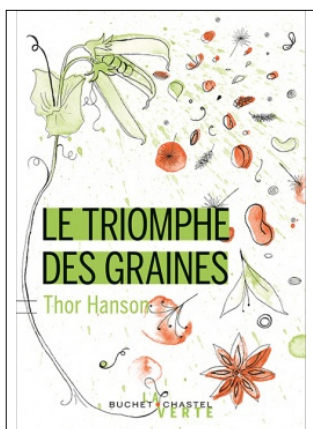
gouvernemental, le développement de véritables actions politiques et militantes. Il rappelle aussi que ces craintes ne sont pas propres à notre époque, l'anxiété étant un invariant historique des conduites alimentaires. La nouveauté, en revanche, est que les mangeurs sont aujourd'hui confrontés à des pressions multiples et contradictoires, et que leurs peurs se traduisent par une résistance à la société de consommation et aux logiques agro-industrielles. Mais l'auteur s'interroge sur le réel degré d'attachement aux causes végétarienne ou végane, sur la profondeur du mouvement anti-viande, y compris chez les acteurs les plus déterminés. Ce faisant, il nous met en garde sur la grande distance entre les discours et la réalité : selon lui, si l'écologie alimentaire a envahi les débats publics, la société n'en est pas pour autant devenue plus « durable ».

Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective
MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



HANSON Thor
Le triomphe des graines
Buchen-Chastel 2017, 352 pages

Alors que l'humanité doit son alimentation et sa survie aux graines, nous finissons par ne plus les voir tant elles sont partout. Hanson veut réparer cette injustice en prononçant l'éloge des semences nourricières, dans un livre plein d'humour, de science et de passion. Sa prose, typiquement américaine, nous promène d'anecdotes en découvertes, des petites histoires de sa vie de chercheur à la grande histoire de l'évolution de la nature. En refermant le livre, le premier sentiment qui vient au lecteur est celui du plaisir devant autant de choses apprises.

Pour mieux nous convaincre, Hanson découpe son apologie en cinq chapitres, chacun étant consacré à une prouesse remarquable des graines. Premièrement, les graines nourrissent. Elles nourrissent d'abord le végétal en devenir : une graine, c'est « un bébé plante, dans une boîte, avec son déjeuner ». L'imbibition d'eau la sort de sa dormance, produit l'expansion et la multiplication des cellules, puis des lignes racinaires. Mais les graines nourrissent aussi les animaux et les humains, avec un bon apport calorique, et un lien attesté entre graminées et civilisation, puis entre développement et commerce céréalier, et sur les derniers siècles entre grains et paix sociale.

En second lieu, les graines s'unissent. Avant elles, chez les végétaux à spores du carbonifère, « le sexe entre plantes était assez barbant » : l'union des gènes parentaux, hasardeuse, était reléguée aux sols marécageux. Avec le climat plus sec du Permien, elle se produit à l'air libre, à la vue de tous, sur la plante mère elle-même, pour engendrer un fruit transportable, prêt à pousser. Innovation suprême : la dispersion du pollen élimine l'impératif ancien de présence d'eau.

Troisièmement, les graines résistent, et elles ont même une incroyable endurance. D'entrepreneurs

botanistes ont réussi à faire germer des graines vieilles de 200 ans (*Leucospermum*), de 600 ans (balisier), de 1 300 ans (lotus d'Orient). Cette aptitude à la dormance fut vitale pour les hommes et leur agriculture, mais aussi pour les plantes elles-mêmes. Aujourd'hui, les banques de semences se multiplient partout dans le monde, à mesure que les décideurs prennent conscience des menaces associées à la réduction de la biodiversité.

Quatrièmement, les graines se défendent. Elles disposent de tout un arsenal de protection passive : coques épaisses et multicouches, formes résistantes aux chocs, bogues à piques, enveloppes ligneuses, cristaux résineux, etc. Au-delà de ces boucliers physiques, elles déclenchent des réactions chimiques pour repousser ou anéantir les agresseurs : alcaloïdes, strychnine, arsenic, insecticides, mais aussi goûts pimentés (capsaïcine) ou poivrés (pipérine), sans oublier la myristicine de la muscade : si les graines n'avaient pas eu à lutter pour leur survie, notre cuisine serait aujourd'hui bien fade !

Enfin, les graines voyagent. Pour cela, elles se font belles et désirables, incorporées à des fruits colorés et odorants qui, dans leur merveilleuse variété, n'existent que pour servir leur fécondité. Le but est d'attirer le maximum de disséminateurs potentiels et, tentés par un bon repas, tous les animaux s'y laissent prendre. L'écoulement des eaux ou les coups de vent sont d'autres bons moyens de transport, sur de plus longues distances. Cette adaptation au voyage accrut leur diversité et « leur donna accès à des habitats un peu partout sur la planète ».

Bruno Héroult

Chef du Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Note de lecture



NORBERG Johan
Non, ce n'était pas mieux avant. 10 bonnes raisons d'avoir confiance en l'avenir
Plon, 2017, 272 pages

Pour bien évaluer le présent et imaginer convenablement l'avenir, il faut avoir un rapport objectivé au passé, détaché autant que possible des bavardages médiatiques et des préjugés. Or, les regards portés sur l'ancien sont souvent angéliques, iréniques, naïfs, tramés de bons sentiments et de sens commun. À force de nous raconter des hiers enchanteurs, cette fausse mémoire, qui intimide notre intelligence, ne nous laisse imaginer que des futurs catastrophiques. Loin du déclinisme ambiant, le grand intérêt de ce livre est de rappeler quelques vérités élémentaires sur la profonde amélioration de nos conditions de vie, en seulement deux ou trois siècles. Se situant à l'échelle mondiale, l'auteur (chargé d'études à l'Institut Caton, Washington) traite, chiffres à l'appui, de nombreux sujets : santé, pauvreté, alphabétisation, violence, travail, mobilité sociale, libertés, égalité, accès à l'eau, environnement, etc.

Nous n'évoquerons ici que son chapitre consacré à l'alimentation. La croissance des productions et des rendements agricoles, couplée à une hausse mondiale du pouvoir d'achat, a partout entraîné une baisse du coût des calories, une augmentation de la ration journalière, une diversification des plats et des régimes, une amélioration de l'hygiène et de la sécurité sanitaire. À la fin du XVIII^e siècle, les Français et les Anglais disposaient de moins de calories que la moyenne actuelle en Afrique subsaharienne. Selon la FAO, plus de 2 milliards de personnes ont été libérées de la faim au cours des 30 dernières années. Le rachitisme a baissé de 25 % depuis 2000. Les famines ont quasiment disparu (nombre de morts divisé par 50 en cent ans), et celles qui restent ont des causes essentiellement politiques. Cette meilleure nutrition s'est traduite par une baisse considérable de la mortalité infantile, une plus grande espérance

de vie, une hausse de la taille moyenne et un développement des capacités intellectuelles. Et dans tous les pays où les enfants ont pu survivre massivement jusqu'à l'âge adulte, les taux de natalité ont baissé, améliorant d'autant l'alimentation du reste de la population.

Bref, le monde n'a jamais aussi bien mangé qu'aujourd'hui, en quantité comme en qualité. Mais il n'a aussi jamais autant craint de manger mal. Plus généralement, la vie est devenue meilleure qu'à aucune autre époque de l'histoire. « Le bon vieux temps, c'est maintenant » (p. 17). Hier, ce n'était pas mieux ; c'était bien pire. Néanmoins, c'est l'impression inverse qui domine, du fait de processus sociaux et psychiques bien connus de déformation de la réalité, sur lesquels l'auteur revient dans son dernier chapitre : nostalgie des individus pour leur période de jeunesse, médiocre diffusion des connaissances scientifiques, effet de loupe des médias et réseaux sociaux, négligence du banal et attirance pour le pire, « heuristique de disponibilité » (Kahneman). Norberg rappelle aussi que nous sommes le résultat de la longue évolution de l'humanité, pendant laquelle l'inquiétude était un registre de survie : « à une époque plus dangereuse, une réaction excessive face à un danger coûtait moins cher qu'une réaction insuffisante » (p. 238). Dans nos sociétés d'abondance, cette anxiété n'a plus lieu d'être et nous pourrions commencer à désapprendre à avoir peur...

Bruno Hérauld
Chef du Centre d'études et de prospective
MAA
bruno.herault@agriculture.gouv.fr

Recommandations aux auteurs

● Format

Les manuscrits sont présentés sous format Word ou Writer en police de taille 12. Ils ne dépassent pas 50 000 signes espaces inclus, y compris tableaux, graphiques, bibliographie et annexes.

Sur la première page du manuscrit doivent figurer :

- le titre de l'article ;
- le(s) nom(s) de(s) auteur(s) et leur(s) institution(s) ;
- le résumé de l'article (800 signes espaces compris) en français et en anglais ;
- trois à six mots-clés en français et en anglais.

Toutes les sources des chiffres cités doivent être précisées. Les sigles doivent être explicités. Lorsque l'article s'appuie sur une enquête, des traitements de données, etc., un encadré présentant la méthodologie est souhaité. Pour une meilleure lisibilité, les notes de bas de page doivent être limitées en nombre et en longueur.

Les références bibliographiques sont présentées ainsi :

- a** - Dans le texte ou les notes, chaque référence citée est constituée du nom de l'auteur et de l'année de publication entre parenthèses, renvoyant à la bibliographie en fin d'article. Par exemple : (Griffon, 2004).
- b** - À la fin de l'article, les références sont classées par ordre alphabétique d'auteurs et présentées selon les normes suivantes :
 - pour un ouvrage : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, *Titre d'ouvrage*, ville, maison d'édition ;
 - pour un article : nom de l'auteur, initiale du prénom, année, « Titre d'article », *Revue*, n° de parution, mois, pages.

Seules les références explicitement citées ou mobilisées dans l'article sont reprises en fin d'article.

● Compléments pour mise en ligne de l'article

Dans la perspective de la publication de l'article sur le site internet du CEP et toujours selon leur convenance, les auteurs sont par ailleurs invités à :

- adresser le lien vers leur(es) page(s) personnelle(s) à caractère « institutionnelle(s) » s'ils en disposent et s'ils souhaitent la(les) communiquer ;
- communiquer une liste de références bibliographiques de leur choix utiles pour, contextualiser, compléter ou approfondir l'article proposé ;
- proposer une liste de lien vers des sites Internet pertinents pour se renseigner sur le sujet traité ;
- proposer, le cas échéant, des annexes complémentaires ou des développements utiles mais non essentiels (précisions méthodologiques, exemples, etc.) rédigés dans la phase de préparation de l'article mais qui n'ont pas vocation à intégrer la version livrée, limitée à 50 000 caractères. Ces compléments, s'ils sont publiables, viendront enrichir la version Internet de l'article.

● Procédure

Tout texte soumis est lu par au moins 3 membres du comité de rédaction. Deux fiches de lecture rédigées par un des membres du comité de rédaction et par un expert extérieur sont transmises aux auteurs. La décision de publication est prise collectivement par le comité de rédaction. Tout refus est argumenté.

Les manuscrits sont à envoyer, en version électronique uniquement, à :

- Florent Bidaud, secrétaire de rédaction : florent.bidaud@agriculture.gouv.fr
- Bruno Héroult, rédacteur en chef : bruno.herault@agriculture.gouv.fr

● Droits

En contrepartie de la publication, l'auteur cède à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, à titre exclusif, les droits de propriété pour le monde entier, en tous formats et sur tous supports, et notamment pour une diffusion, en l'état, adaptée ou traduite. À la condition qu'il demande l'accord préalable à la revue *Notes et Études Socio-Économiques*, l'auteur peut publier son article dans un livre dont il est l'auteur ou auquel il contribue à la condition de citer la source de première publication, c'est-à-dire la revue *Notes et Études Socio-Économiques*.

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et Études Socio-Économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Abonnement à l'alerte électronique en envoyant un message à l'adresse :

florent.bidaud@agriculture.gouv.fr avec le sujet « **abonnement** »

Renseignements et diffusion :

Service de la Statistique et de la Prospective
Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

Vente au numéro : agreste-ventes@agriculture.gouv.fr

Abonnement : tél. 01.49.55.85.72